

CEREMONIE 2024

**JOURNEE NATIONALE EN MEMOIRE DES VICTIMES DES
CRIMES RACISTES ET ANTISEMITES DE L'ETAT
FRANÇAIS ET EN HOMMAHE AUX « JUSTES » DE FRANCE**

Protocole

Le préfet;

Les députés ;

Les sénateurs ;

Le président du conseil régional ;

Le président du conseil départemental ;

Le maire;

Le général commandant la région terre, l'amiral commandant la région maritime, le général commandant la région aérienne, le général commandant la région de gendarmerie ;

Le président de la cour administrative d'appel, le premier président de la cour d'appel et le procureur général;

Le président du tribunal administratif, le président du tribunal judiciaire et le procureur de la République;

Les membres du conseil régional;

Les membres du conseil départemental ;

Le recteur d'académie ;

Les conseillers municipaux;

Le président de la chambre départementale de commerce et d'industrie, le président de la chambre départementale d'agriculture, le président de la chambre départementale de métiers ;

Le bâtonnier de l'ordre des avocats, les présidents des conseils régionaux et départementaux des ordres professionnels ;

Voilà donc que je dois prononcer aujourd'hui mon 3^{ème} discours consacré à la plus grande arrestation massive antisémite des françaises et des français juifs, sur leur sol, par leur administration. Par leur propre pays.

Voilà un parfait résumé.

« Que pouvait devenir le Juif accablé par le despotisme, proscrit par les lois, abreuvé d'ignominie, tourmenté par la haine ? Il ne pouvait sortir de sa chaumière sans rencontrer des ennemis, sans essayer des insultes. Le soleil n'éclairait que ses douleurs... »

C'est par ce constat que l'Abbe Gregoire amorce en janvier 1789 la grande bataille pour l'émancipation des juifs de France.

Ce même député Grégoire qui fera lever et s'écrier dans l'hémicycle un autre député, le comte de clermont tonnerre, le 28 septembre de la même année :

« Déjà leurs maisons ont été pillées, leurs personnes exposées aux outrages et aux violences. La fête des expiations [Yom Kippour] qui s'approche, en les réunissant dans leurs synagogues, les offre sans défense à la haine populaire, et le lieu de leurs prières peut devenir celui de leur mort. »*

Convaincu de la nécessité de l'émancipation des juifs de France, le député de la noblesse aura cette formule qui renferme toute la demande : *« Il faut tout refuser aux Juifs comme nation, et accorder tout aux Juifs comme individus. »*

Pendant 2 ans, la cause juive sera passionnée entre défenseurs et pourfendeurs, dans un climat entre pogroms et débat parlementaire.

Finalement, le 27 septembre 1791, à la faveur de la révolution dans laquelle nombre de juifs sont engagés, l'émancipation des juifs de France est votée par l'Assemblée nationale.

L'égalité des droits et la citoyenneté sont enfin reconnues à celles et ceux dont la présence est attestée en France depuis leur arrivée en gaule au 1^{er} siècle.

Malgré la violence de l'affaire Dreyfus, qui illustre l'antisémitisme post révolutionnaire, c'est à Léon BLUM qu'incombe la charge de porter et de gagner le combat du front populaire.

Lui, le juif, devient, chef de gouvernement de la gaule.

La loi d'émancipation votée seulement 130 ans plus tôt aura été la clé de voute d'une citoyenneté assumée, revendiquée et chérie pour tous les français juifs.

Mais si la loi se vote en quelques journées parlementaires, en revanche les mentalités se transforment en nombre d'années incalculables.

En 1942, la littérature antisémite est à son paroxysme imaginaire.

Les préjugés et poncifs qui décrivent les juifs se trouvent désormais à la portée de parole de chacun.

C'est dans ce contexte que parait un ouvrage qui se dit vouloir débattre de la « *question juive* ».

Français ou juif, tel est le titre de cet ouvrage préfacé par Xavier Vallat, commissaire général aux questions juives du régime de Vichy.

Son seul titre pose très clairement le débat de la France des années 40 : on ne peut être, en 1940, à la fois juif et français.

Le terreau est suffisamment fertile pour que le régime de Vichy organise la plus grande rafle existant sous le régime nazi en Europe de l'Ouest.

35000 juifs sont visés ainsi que tous leurs enfants nés en France, c'est-à-dire, en vertu du droit du sol, des enfants français : la rafle stocke au Velodrome d'Hiver, lieu emblématique du cyclisme français et qui aura vu Edith Piaf y être reconnue « *Reine des 6 jours* ».

La rafle déstocke à Auschwitz - Birkenau.

La rafle du vel d'hiv aura fait plus de 13000 victimes dont 4115 enfants.

Au pays des lumières, 9000 fonctionnaires français auront aidé à réaliser l'innommable en une nuit : du 16 au 17 juillet 1942.

La flamme olympique est passée le 16 juillet dernier dans le jardin mémorial des enfants du Vel d'Hiv.

Elle était portée par un parmi les quelques rescapés encore vivant d'Auschwitz et de Buchenwald : Leon Lewkowicz.

En 1942, il a 15 ans quand il est interné en camps de concentration, il est polonais. Ses parents ont déjà été sélectionnés puis gazés. Il a parcouru 900km à pied quand il fait face au tristement célèbre docteur Mengele.

La sélection se fait sur le mode d'une épreuve sportive: un portique est construit, les adolescents doivent courir, sauter et toucher de la tête le sommet du portique. Trop petit, il ne le touche pas. Mengele lui dit alors qu'il restera toujours petit, le sélectionnera et l'enverra à la chambre à gaz le 7 octobre 1944.

Il s'y trouve nu, attend la sortie du zyclon B.

Il doit sa survie ce jour là à la révolte des Sonderkommandos, ces juifs chargés de transporter les cadavres.

Lui, le juif, sélectionné à la mort parce qu'il ne correspondait pas aux critères physiques du IIIème REICH, devient 3 ans après sa libération et son adoption par la France, l'homme le plus fort de gaule.

Il devient champion de France de poids et d'haltérophilie.

Léon Lewkovicz, juif et français, a ainsi déjoué les pronostics et mis à bas les préjugés par son courage et son formidable esprit de résistance.

Il y a 15 jours, les Français ont eux aussi déjoué les pronostics et les préjugés en montrant leur esprit de résistance par l'exercice de leur droit de vote.

Notre pays a montré au monde sa capacité à résister à la tentation des discours rassurant et à se rassembler sur l'essentiel : la préférence nationale, le traitement des individus selon qu'ils viennent du Nord ou du Sud ou assument d'être à la fois du Nord et du Sud ne sont tout simplement pas les marqueurs de notre idéal républicain.

A ceux qui à la faveur des sondages promettaient un raz de marée du populisme d'extrême droite, le CRIF a opposé son esprit de résistance : ne rien céder de nos valeurs au risque de notre isolement politique ou de l'incompréhension, la sévérité, parfois la colère, de notre base, et marteler sans relâche les menaces qui pèsent sur notre pays d'un extrême à l'autre de l'échiquier politique.

Non au populisme d'Etat, il n'a jamais protégé les français juifs.

Mais non aussi au populisme de la rue.

Le populisme de la rue s'exprime depuis le 7 octobre à la faveur d'une assignation des français juifs au sort tragique des enfants palestiniens de Gaza, abandonnés, livrés même, par les terroristes du Hamas sur un champ de bataille qui pourrait cesser instantanément à la libération des otages, du petit Kfir, aujourd'hui âgé de 10 mois.

La minoration, voire l'ignorance, des crimes contre l'humanité commis par le Hamas et d'autres mouvements islamistes le 7 octobre, l'importation volontaire et l'instrumentalisation du conflit à Gaza dans nos rues, dans nos universités et dans nos débats électoraux nationaux ont électrisé le pays et décomplexé une frange antisémite qui tague sur les murs ou sur les bancs de ce parc, insulte, menace y compris dans nos écoles, frappe, et viole une enfant de 12 ans qui n'a commis le seul crime que d'être juive et française.

L'antisémitisme en 2024 n'a rien de résiduel : il est vivant, agissant, alimenté par quelques humoristes douteux de Guillaume Meurice à Blanche Gardin qui voudrait nous faire croire que les français juifs sont paranos.

30 rappeurs ont ajouté leur patte à ces mots antisémites désormais ouverts pour délivrer un clip musical d'une bêtise qui égale son extrémisme et sa dangerosité, n'oubliant pas bien évidemment de mettre une cible dans le dos de l'imam Chalghoumi dont on sait qu'il est un fervent défenseur des français juifs et un implacable combattant de l'islamisme et du communautarisme.

Cette violence du populisme de la rue, instrumentalisée par l'extrême gauche, a instantanément, mécaniquement, renforcé la pertinence des discours faussement rassurants d'un possible populisme d'Etat.

L'un se sert de l'autre pour exister. Et vice versa.

Les institutions juives se sont mobilisées, CRIF en tête, parce que c'est sa vocation historique, mais aussi Grand Rabinat, FSJU, consistoire et toutes les associations qui le composent.

Ici à Grenoble, le CRIF Grenoble – Dauphiné, son comité directeur et les présidentes et présidents des associations membres, dans la droite ligne de nos institutions nationales, a pris ses responsabilités et s'est mobilisé en faveur d'un bloc républicain central excluant les extrêmes et leurs partenaires du moment.

Le soir du 7 juillet, les valeurs portées par nos institutions ont gagné.

Mais pour combien de temps ?

Les jours sombres sont encore devant nous.

Sauf peut être si la concorde et des mesures radicales pour lutter contre la haine étaient mises en œuvre.

Pour sortir de l'antisémitisme dreyfusard, un gouvernement de défense républicaine est créé en 1899 : Waldeck Rousseau y réunit, sous la bénédiction de Jean Jaurès, des républicains modérés, des socialistes, des radicaux et des personnalités que tout oppose. En 3 ans d'une alliance en apparence contre nature, c'est tout un pays, y compris son armée qui devient dreyfusard.

Aujourd'hui, de l'autre côté de la manche, c'est un parti travailliste réformé, modéré, équilibré, qui revient aux responsabilités après de longues années de purgatoire. Entre temps, la commission d'enquête interne du parti a conclu que son ancien dirigeant Jeremy Corbyn, ami du Hamas et du Hezbollah, invité en grande pompe par Jean Luc Mélenchon en 2022, s'était rendu coupable « *d'actes illégaux de harcèlement et de discrimination* ». En excluant Jeremy Corbyn du parti et non seulement de son instance dirigeante, les travaillistes ont retrouvé le chemin de la conquête électorale.

Aux quelques milliers d'isérois juifs, nous devons apporter des réponses concrètes au sentiment d'insécurité et d'antisémitisme qui règne sur notre territoire.

J'ai appelé de mes vœux depuis plusieurs mois la réunion du comité opérationnel de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti LGBT et les discriminations liées aux origines. Elle aura lieu très prochainement et nous pouvons sans doute nous réjouir de ce symbole.

Dans la tourmente, la solidarité des associations communautaires et de nos institutions est pour nous une obligation.

Le Figaro rappelait cette semaine que 46% des jeunes juifs interrogés avaient la tentation du départ. En Isère, principalement à Grenoble, ville compagne de la Libération, le chant du départ entre dans les esprits comme ce mauvais refrain qui une fois fredonné ne vous quitte plus.

Le CRIF Grenoble – Dauphiné entend rappeler à chacune et chacun, tenté par le départ, que notre place est plus que jamais ici, à faire battre le cœur de notre pays.

Le départ d'une partie de sa population doit être pour un territoire et ses élus l'expression d'un échec, d'une défaite.

L'Isère est un territoire d'excellence économique, d'innovations sociales et politiques et de partage culturels et sportifs, dans lequel la communauté juive, plus discrète que jamais, compte cependant de nombreux acteurs particulièrement investis.

L'exposition à laquelle nous travaillons pour 2025 avec le conseil départemental et son président Jean Pierre barbier, rappellera ce qu'est depuis des siècles la présence juive en France et en particulier en Dauphiné.

Les iséroises et isérois juifs doivent à nouveau se sentir heureux sur notre territoire.

Nous sommes toutes et tous les héritiers des victimes des rafles françaises, de celle du Vel d'Hiv dont nous nous souvenons aujourd'hui, autant que des actions héroïques des justes.

Cet héritage, c'est celui du courage face à la peur légitime.

Cet héritage c'est celui qui fait du refus la définition même de la résistance.

C'est l'héritage de ceux qui, comme Joséphine et Jean – Pierre Boullu, n'ont écouté que leur cœur et leur fidélité à l'idéal de fraternité pour sauver des vies, c'est-à-dire des humanités.

A nos sœurs et à nos frères raflés, déportés et gazés, comme à nos sœurs et à nos frères justes parmi les nations nous voulons vous dire combien nous comprenons le sens profond de la commémoration d'aujourd'hui.

Nous ne vous oublions pas.

21 juillet 2024

Hervé GERBI

Président,

